

AYONS DU PIF !



Adjoint au maire d'Antony, Pascal Colin préside le Réseau national de l'économie sociale et solidaire (RENESS). Sollicité pour donner son avis sur le rôle joué par les élus locaux dans le développement de la citoyenneté et de la fraternité, il nous fait part de ses commentaires.

SUR LE RÔLE DES MAIRES EN MATIÈRE DE COHÉSION NATIONALE

Je partage profondément la conviction que les maires sont des fabricants de liens plus que de biens. Dans un tel contexte, l'Arlésienne de la décentralisation doit devenir une réalité. Entre les bonnes déclarations d'intention confrontées à l'excès de normes et à une diminution de l'autonomie des collectivités locales au motif de contraintes administratives diverses, il y a loin de la coupe aux lèvres. La décentralisation est souvent une incantation éloignée des réalités du terrain. Les nombreuses démissions de maires qui sont évoquées dans l'ouvrage de Jean-Louis Sanchez ne sont que le révélateur d'un malaise auquel les élus locaux de toutes sensibilités sont confrontés.

Oui, les maires sont des acteurs incontournables et indispensables à la cohésion nationale. Sur 520 000 élus locaux, plus de 500 000 sont des maires ou des conseillers municipaux de petites, moyennes ou grandes communes. Nous pouvons parler du rôle des maires mais il ne faut surtout pas oublier ces 500 000 élus municipaux qui souvent, très modestement par leur engagement quotidien, font vivre nos territoires. Que serait la cohésion nationale sans ces quelque 500 000 élus qui

représentent la population de notre pays ? Il me semble indispensable qu'un véritable statut de l' élu communal soit mis en œuvre.

SUR LE BÉNÉVOLAT ET L'ENGAGEMENT CITOYEN

À titre personnel, je vis une tension entre des réalités territoriales très différentes. Maire adjoint d'Antony, ville de 63 000 habitants, et vice-président de son CCAS, je constate au quotidien l'engagement de la ville, de son Maire, des élus mais également du personnel municipal et de ses associations pour faire vivre au quotidien le bien vivre ensemble. Par ailleurs, j'ai des ancrages familiaux dans un petit village de 300 habitants dans des Cévennes, à Saint-Laurent-le Minier. Il y a une école, une poignée de commerces et une agence postale ouverte de manière intermittente. Sans l'engagement quasi bénévole des élus, beaucoup de fonctions indispensables à la cohésion sociale ne seraient pas assurées. Je suis toujours impressionné du dynamisme associatif qui existe dans un petit village pour soutenir l'école, faire vivre une bibliothèque, développer des animations culturelles et artistiques, créer du lien social.

La citoyenneté n'a pas besoin de délégation. Elle a besoin d'être reconnue, valorisée et prise en compte. En France, souvent la légitimité

vient du haut vers le bas. Cette vision des choses est souvent sclérosante et ne reconnaît pas à la société civile à sa place légitime. Au Canada, par exemple, il y a tout un programme de citoyenneté active afin d'être « *un pays plus fort et plus inclusif* ». Cérémonie de la citoyenneté... plusieurs occasions sont données aux habitants afin de réfléchir à l'importance et à la signification d'être citoyen. En France, l'Odas a lancé la Journée Citoyenne et de la Fraternité afin de « *favoriser la participation de chacun et constituer une véritable fabrique de liens sociaux* ». Il faut soutenir toutes les initiatives qui permettent une citoyenneté active : fête des voisins, voisins vigilants, solidarité intergénérationnelle...

Le Réseau national de l'économie sociale et solidaire (RENESS), dont je suis le Président, est à l'origine du concept du Produit Intérieur de Fraternité : le PIF. « *Après le PIB et l'IDH, ayons du PIF !* ». Tel était l'appel national que nous avons lancé et qui a rencontré un vif succès. Imaginez que chaque ville ou territoire puisse valoriser les actions de ses habitants autour du vivre-ensemble, de la citoyenneté, du bénévolat, de la solidarité... Pour une véritable cohésion, engageons-nous dans nos territoires à décliner le Produit Intérieur de Fraternité ! ■